

ECONOMIE INTERNATIONALE : LES RELATIONS INTERNATIONALES
--

**CHAPITRE 8 : « COOPERATION INTERNATIONALE ET INTEGRATION
ECONOMIQUE »**

Introduction

I- L'organisation des échanges sur le plan mondial

1- Du GATT à l'OMC

2- La CNUCED

II- L'Union européenne

1- La construction européenne

2- Les réalisations

3- Le traité de Maastricht et l'évolution de l'Union européenne

Conclusion

ECONOMIE INTERNATIONALE : LES RELATIONS INTERNATIONALES

CHAPITRE 8 : « COOPERATION INTERNATIONALE ET INTEGRATION ECONOMIQUE »

Introduction

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des nations, fortes de l'expérience du désordre commercial, financier et monétaire de la période précédente ont œuvré dans la voie de la coopération internationale et de l'intégration économique.

Aujourd'hui, l'organisation des échanges internationaux est réalisée tant au niveau mondial qu'au niveau régional.

I- L'organisation des échanges sur le plan mondial

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (de l'anglais *General Agreement on Tariffs and Trade*, GATT) constitue à ce jour le plus important accord commercial sur la libéralisation des échanges entre les pays développés à économie de marché. Entré en vigueur en 1948, il s'appuie sur le principe selon lequel le libre-échange et l'essor du commerce international permettent d'assurer le développement économique. Cependant, le GATT ne permet pas de résoudre les problèmes spécifiques des *Pays En Développement* (PED), alors l'*Organisation des Nations Unies* (ONU) convoque en 1962 la *Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement* (CNUCED), qui a pour but d'améliorer les conditions des échanges commerciaux des PED en instaurant un nouvel ordre économique mondial.

1- Du GATT à l'OMC

- Les principes fondamentaux du GATT :

- ⇒ *La non-discrimination* : application de la clause de la nation la plus favorisée : tout avantage accordé à l'un des membres par un adhérent du GATT doit, sauf dérogation, être étendu à tous les autres ;
- ⇒ *L'abaissement progressif des droits de douane* : les droits de douane, très élevés à l'époque, apparaissent comme de sérieux obstacles au commerce ; leur diminution progressive sera prévu au cours de différentes conférences tarifaires ;
- ⇒ *Suppression des restrictions quantitatives* : élimination des restrictions quantitatives tant sur les importations que sur les exportations, sauf dans certains cas particuliers (grave déséquilibre de la balance des paiements...) ;
- ⇒ *Interdiction du dumping* : condamnation des pratiques de dumping par lesquelles un exportateur vend un produit à un prix inférieur soit au prix de revient, soit au prix de vente sur son marché intérieur.

Il s'agit ainsi d'éliminer progressivement toute barrière, tarifaire et non tarifaire, aux échanges internationaux, afin de développer le libre-échange entre les nations, gage de paix...

- Les négociations commerciales, la création de l'OMC : parmi les nombreuses et diverses négociations qui se sont déroulées depuis 1947 (les *Rounds*), trois d'entre-elles apparaissent très importantes :

- ✓ *Le Kennedy Round (1964-1967)* : il réunit 50 pays en octobre 1964 à Genève, mais cette négociation n'aboutit qu'en 1967, en raison de désaccords, notamment entre les Etats-Unis et la CEE. A son terme, les droits de douane sont abaissés de 35% en moyenne sur une durée maximale de 5 ans ; par contre, le problème des obstacles non-tarifaires ne trouve pas de solution !
- ✓ *Le Tokyo Round (1973-1979)* : ouvert en septembre 1973 à Tokyo, il s'achève en avril 1979. Il regroupe 97 pays qui représentent 90% du commerce mondial. A la suite de ces accords, la majorité des droits de douane se situent en dessous de 10% et même très fréquemment en dessous de 5%. Des arrangements spécifiques sont décidés pour les textiles notamment : l'*Accord MultiFibre (AMF)*, arrivé à échéance en 2006, prévoyait des négociations bilatérales entre pays industrialisés et PED exportateurs, pour permettre de répartir les contingents

d'importation entre les différents pays producteurs. Diverses mesures sont également prises pour réduire les obstacles non tarifaires : suppression ou limitation de toutes les subventions aux exportations de produits, élaboration d'un code de normes pour éviter que les réglementations techniques prises par les différents pays ne puissent constituer un obstacle à l'essor du commerce mondial, « transparence » des procédures nationales quant à l'information et à l'accès des fournisseurs étrangers. Le Tokyo Round a permis, pour la première fois, de réaliser une réduction des obstacles non-tarifaires ;

✓ *L'Uruguay Round (1986)* : organisé à l'initiative des Etats-Unis pour favoriser le libre-échange en écartant les mesures protectionnistes, le nouveau cycle de *Négociations Commerciales Multilatérales* (NCM), mis en place en septembre 1986 à Punta-del-Este (Uruguay), doit aboutir à diverses mesures dans des domaines jusque là non abordés par le GATT : l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle. Contestant la *Politique Agricole Commune* (PAC), responsable selon les Etats-Unis de la chute de leurs exportations agricoles, ce *round* met l'accent sur l'élimination progressive des subventions accordées par la Communauté européenne pour l'exportation des excédents agricoles européens. Au niveau des services, secteur essentiel de création de richesses pour les pays industrialisés (banques, assurances, transport...), de nombreux obstacles non-tarifaires semblent devoir être supprimés : réglementation discriminatoire, normes techniques, interventions publiques directes et indirectes... Quant à la propriété intellectuelle, elle doit faire l'objet d'une meilleure défense destinée à protéger les secrets de fabrication, les brevets, les marques et les appellations. Avec un vif conflit entre Communauté européenne et Etats-Unis sur le volet agricole, ce nouveau *round* commercial qui réunissait 107 pays à Bruxelles à la fin de l'année 1990 n'a pas réussi à résoudre les différents problèmes. Outre un renforcement des mesures anti-dumping, du système de règlement des conflits et du code de subventions, le cycle d'Uruguay porte principalement sur l'accès aux marchés (réduction des droits de douane en 5 ans), l'agriculture (compromis sur une réduction du volume des exportations subventionnées), les textiles (démantèlement en 10 ans de l'AMF), les services (ne pas introduire de discriminations et appliquer à tous les pays un traitement identique conformément à *la clause de la nation la plus favorisée*), la propriété intellectuelle (acceptation par les PED de l'extension au domaine de la propriété intellectuelle des

dispositions en matières de règlement des différends). Le cycle de négociation du GATT s'achève le 15/12/1993 à Genève et l'accord final est signé par tous les participants le 15/04/1994 à Marrakech. Une nouvelle institution est mise en place, pour remplacer le GATT, à partir du 01/01/1995 : l'*Organisation Mondiale du Commerce* (OMC), qui a pour but de poursuivre l'action du GATT mais qui innove en se dotant d'un pouvoir de jugement et de sanction lors des conflits entre les pays membres au travers de son organe judiciaire, l'ORD (*Organe de Règlement des Différents*).

✓ *Le cycle de Doha (depuis novembre 2001)* : les négociations sont suspendues depuis juillet 2006 par P. LAMY (Directeur général de l'OMC), l'agriculture représentant le plus gros point de désaccord. Ce secteur (moins de 7% des échanges mondiaux) est l'un des derniers à ne pas avoir été libéralisé et la bataille fait rage entre Etats-Unis et Europe sur le niveau de leurs subventions respectives à leurs agriculteurs et de leurs droits de douane. En outre, les PED refusent d'engager des négociations sur les produits industriels tant que le volet agricole n'est pas réglé... L'impasse semble totale. En outre, la victoire du Parti démocrate au Congrès américain (novembre 2006) semble sonner la fin des discours vantant le libre-échange. La période électorale en France n'est pas favorable aux concessions non plus, d'autant plus que les deux principaux candidats se sont exprimés en faveur de positions protectionnistes ! R. GUESNERIE (professeur au Collège de France) s'inquiète de ce que les échanges avec les pays émergents nourrissent les inégalités au Nord, il faut dépasser *le paradigme de l'échange entre nations mutuellement avantageux...* Grande menace : faute d'accord, les grands pays multiplient les accords bilatéraux dans lesquels ils sont en position de force tandis que les pays émergents, sachant qu'ils devront beaucoup donner, sont incités à faire moins de concessions à l'OMC. Faute d'accord sur le cycle de Doha, le commerce international continuera à fluctuer en fonction de la croissance mondiale, plus influente que les droits de douane dans une économie déjà fortement libéralisée, et l'OMC y verra perdre de son autorité ainsi que de sa crédibilité dans la défense d'un idéal de négociation multilatérale, gage de croissance équilibrée, partagée et vecteur de paix...

- **Le traitement préférentiel en faveur des PED** : compte tenu de la situation particulière des PED, les membres du GATT mettent en place des *clauses de sauvegarde* offrant pour ces pays la possibilité de recourir, dans certains cas, à des mesures de tarifications exceptionnelles ou à des restrictions quantitatives. Par ailleurs, un *Système Généralisé des Préférences* (SGP) donne la possibilité d'établir un tarif douanier plus favorable pour les produits en provenance des PED.

2- La CNUCED

Rassemblant 166 pays et se voulant porte-parole du Tiers-monde face à des institutions comme le GATT ou le FMI pour lesquelles le poids des occidentaux est plus important, la CNUCED organise plusieurs conférences leur permettant d'exprimer solennellement leur position.

Ainsi, les PED adoptent, dès 1964, un cahier de doléances et proclament leur droit souverain à commercer librement et à disposer comme ils l'entendent de leurs ressources naturelles : ils revendiquent des préférences tarifaires en leur faveur, ce qui est accepté par plusieurs pays européens.

Les diverses conférences qui se sont déroulées ensuite préconisent notamment la mise en place d'accords sur les produits de base visant à limiter les inconvénients entraînés par les fluctuations du cours de ces produits (café, cacao, sucre...) et à créer un fonds régulateur pour les stocks. Ces conférences aboutissent encore à l'adoption d'un code de bonne conduite pour les transferts technologiques, à des demandes d'aménagement de la dette des PED avec des mesures spécifiques pour les *Pays les Moins avancés* (PMA), à une condamnation du protectionnisme, notamment pour les restrictions et les distorsions dans le commerce des produits agricoles.

II- L'Union européenne

1- La construction européenne

L'Europe s'est édifiée progressivement au cours d'un certain nombre d'étapes où se sont mises en place les institutions de la Communauté. Depuis 1957, les réalisations ont été nombreuses tant dans le domaine de l'unification des marchés que dans celui de la mise en œuvre de politiques communes. La signature du traité de Maastricht en 1992 et l'adhésion de nouveaux Etats sont de nature à provoquer une évolution importante de l'Union européenne.

- **Les différentes étapes :**

✓ *1951 : le traité de Paris* : la création de la CECA (*Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*) au lendemain de la guerre constitue une étape essentielle de la réconciliation de la France et de l'Allemagne. Cette première étape faite suite aux premières réflexions des pères de l'Europe, R. SCHUMAN et J. MONNET ;

✓ *1957 : les traités de Rome* : ces traités signés le 25/03/1957 constituent les actes fondateurs de la CEE (*Communauté Economique Européenne*) conçue comme une union douanière assortie d'un ensemble de politiques communes (création du marché commun), et de la Communauté européenne atomique (*Euratom*) destinée à assurer le développement de l'énergie nucléaire civile ;

✓ *1986 : l'Acte unique* : il est décidé au sommet de Luxembourg (février 1986) de créer avant la fin de l'année 1992 un marché unique, c'est-à-dire *un espace sans frontières intérieures, dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et du capital sera assurée* ;

✓ *1992 : le traité de Maastricht* : signé le 07/02/1992 par les chefs d'Etat et de gouvernement, il comporte la création d'une Union européenne, constitutive d'une union politique ainsi que la création d'une Union économique et monétaire débouchant sur la création d'une monnaie unique ;

✓ *1997 : le traité d'Amsterdam* : signé le 18/06/1997, il intègre le Pacte de stabilité et de croissance, prélude aux critères d'éligibilité à la monnaie unique, prévue dans le cadre du projet d'Union économique et monétaire décidé lors du traité de Maastricht (cf. supra) ;

✓ *1999 : la monnaie unique européenne, l'euro* : l'euro met fin à l'ECU et devient la monnaie unique des pays de la zone euro. Une période de transition, pendant

laquelle cohabitent l'euro et les monnaies nationales (notamment pour les particuliers) est prévue ;

✓ *Début 2007 : l'Europe à 27* : prolongement du mouvement d'intégration de certains *Pays d'Europe Centrale et Orientale* (PECO) qui étend les frontières de l'UE proches des frontières géographiques de l'Europe (l'Oural) et demain peut-être au Proche-Orient (Turquie ?)

- **Les institutions de la Communauté :**

Certaines de ces institutions sont appelées à jouer un rôle grandissant : c'est le cas de la Cour des comptes notamment. D'autres organismes sont en revanche de simples organes d'exécution de la politique communautaire : c'est le cas du FEDER, du FSE ou bien encore du FEOGA. Différents comités d'experts ont également pour fonction de préparer les décisions. Parmi les plus importants, on peut citer le Comité des gouverneurs des Banques centrales, ou encore le Comité de politique économique :

POUVOIR DE DECISION

La Commission européenne

- 28 commissaires désignés par les Etats-membres pour une durée renouvelable de 4 ans et selon des quotas (2 pour les « grands » Etats, 1 pour les « petits » Etats) ;
- Chaque membre a un domaine spécifique de responsabilité et l'un d'entre eux assure la présidence ;
- La Commission est indépendante des différents gouvernements ;
- Un organe exécutif :
 - ✓ Proposition de projets de textes au Conseil des Ministres et exécution des décisions ;
 - ✓ Négociation des accords internationaux (OMC, Lomé IV...)

Le Conseil européen

- 25 chefs d'Etats et de gouvernement ;
- Aucun pouvoir juridique mais plutôt un symbole de la coopération au plus haut niveau ;
- Organe d'impulsion des initiatives politiques ;
- Il arrête les décisions de principe sur les orientations d'avenir et rend des arbitrages sur des questions que le Conseil de l'Union n'a pu résoudre ;
- Il se réunit 3 fois par an.

Le Conseil de l'Union

- Réunion des 25 ministres compétents des Etats-membres selon les questions à traiter ;
- Il adopte les lois européennes, en général sur proposition de la Commission ou sur l'initiative de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement ;
- Il arrête le budget communautaire ;
- Sa présidence est assurée à tour de rôle par chaque Etat-membre pour six mois ;
- Ses décisions sont prises le plus souvent à la majorité qualifiée et parfois à l'unanimité ;
- Il coordonne les politiques des Etats-membres.

POUVOIR DE CONTRÔLE

Le Parlement européen

- ✓ 732 députés élus pour 5 ans au suffrage universel direct depuis 1979 (élargissement) ;
- Il a des pouvoirs consultatifs dans la plupart des domaines prévus par le Traité de Rome ;
- ✓ Il contrôle la commission et participe à l'élaboration des textes ;
- ✓ Il discute et vote le budget présenté par le Conseil ;
- En cas de désaccord avec le Conseil, les crédits sont débloqués mensuellement sur la base du budget (système des douzièmes provisoires).

La Cour de justice

- ✓ 25 magistrats nommés pour 6 ans d'un commun accord par l'ensemble des gouvernements des Etats-membres ;
- ✓ Elle interprète et applique le droit européen ;
- Elle connaît à ce titre des recours formés par les Etats-membres, la Commission ou le Conseil de l'Union ;
- Par ses arrêts, elle joue un rôle décisif dans l'intégration européenne ;
- ✓ A ses côtés, un tribunal de 1^{ère} instance composé de 15 juges.

La Cour des comptes

- ✓ 25 membres nommés pour 6 ans par le Conseil des ministres ;
- ✓ Elle examine les comptes ;
- ✓ Elle contrôle la gestion.

- **Les organismes de gestion et les comités d'experts :**

ORGANISMES	MISSIONS
<i>Banque Centrale Européenne (BCE)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Opérationnelle depuis le 01/02/1999 avec le lancement de l'euro ; - Située à Francfort, elle est responsable de la création monétaire et de la politique monétaire de la zone euro en toute indépendance.
<i>Banque Européenne d'Investissement (BEI)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Son capital est détenu par les Etats-membres ; - Elle emprunte sur les marchés pour prêter à moyen et long terme aux organismes publics et aux entreprises publiques des Etats-membres ainsi qu'aux pays en développement associés.
<i>Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Il finance les interventions sur les marchés au titre de la <i>Politique Agricole Commune</i> (PAC).
<i>Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Il a pour objectif de contribuer à éviter de trop grands déséquilibres régionaux ; - Il accorde des subventions pour permettre la réalisation d'infrastructures et d'investissements industriels, artisanaux ou de services susceptibles de favoriser le développement économique de certaines régions.
<i>Fonds Social Européen (FSE)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Il doit assurer l'adaptation de la main-d'œuvre aux nouvelles conditions résultant de l'existence du marché commun, favoriser la circulation des travailleurs entre les pays, faciliter le réemploi et encourager l'éducation et la formation professionnelle.
<i>Comité Economique et Social (CES)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Composé de 189 membres nommés pour 4 ans par le Conseil de l'Union, il représente la vie économique et sociale ; - Il est appelé à émettre des avis sur les problèmes économiques et sociaux.

2- Les réalisations

- Du marché commun au marché unique :

* *Les principes du marché commun* : ce n'est pas une simple zone de libre-échange car, en plus d'avoir supprimé les obstacles aux échanges intrazone, ils ont aussi adopté une position commerciale et un *Tarif Extérieur Commun* (TEC) à l'égard des pays tiers. La suppression des obstacles s'entend en termes de restrictions quantitatives : les contingentements ont été supprimés dès 1961 et les droits de douane ont été complètement supprimés le 01/07/1968. Cependant, le traité de Rome a prévu des *clauses de sauvegarde* qui permettent de déroger temporairement au principe de libre-circulation en cas de crise grave de la balance commerciale. L'adoption d'une position commerciale commune s'entend par la mise en place du TEC à l'égard des pays tiers (prévu dans le traité de Rome) qui a été calculé, à l'origine, comme la moyenne des droits pratiqués par les Etats fondateurs. De plus, le transfert de compétences vers la Communauté fait que seul le Conseil de l'Union de la Communauté peut modifier le TEC (décision à l'unanimité) et c'est la Commission qui a le pouvoir d'initiative et de négociations d'accords douaniers internationaux ;

* *L'Acte unique, la réalisation du grand marché intérieur* : un ensemble de neuf textes portant sur l'amélioration du fonctionnement des institutions, la mise en œuvre de politiques communes et la réalisation d'un grand marché intérieur. En effet, malgré la suppression des droits de douane et des contingentements, les différences de normes, de réglementations, les écarts de taux de TVA, l'existence de marchés publics réservés, constituaient des obstacles à la libre-circulation. Certaines mesures se sont imposées pour préparer la réalisation du marché unique avant le 31/12/1992 :

➡ Elimination des frontières physiques : suppression des contrôles aux frontières intérieures et disparition des postes de douane, création d'un espace européen (après 1993) pour les citoyens, les marchandises et les facteurs de production ;

➡ Elimination des frontières techniques : suppression des différences de normes par harmonisation ou reconnaissance mutuelle, reconnaissance mutuelle des diplômes pour assurer la liberté d'installation, la liberté des services et celle des mouvements de capitaux ;

⇒ Elimination des barrières fiscales : la Commission provoque un rapprochement de la fiscalité indirecte de façon à supprimer les contrôles et d'éviter les détournements de trafic. La fiscalité de l'épargne doit être harmonisée pour éviter les distorsions préjudiciables à la libre-circulation des capitaux. Cet espace est néanmoins relativement ouvert sur le reste du monde : depuis le 01/01/1994, la Communauté élargit ses partenaires privilégiés mais non intégrés (Islande, Norvège, Liechtenstein), c'est l'*Espace Economique Européen* (EEE). De plus, la CEE a reconduit les accords de Lomé avec certains pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP). Ces accords de coopération prévoient en outre la suppression des droits de douane sur les produits en provenance de 66 pays et l'amélioration du système de stabilisation des recettes d'exportation des produits de base (STABEX) et celui des produits miniers (SYSMIN). L'UE a signé en tant que telle les accords du GATT et fait partie de l'OMC.

- **Du marché commun au marché unique :**

* *La Politique Agricole Commune (PAC)* : avant, chaque pays avait sa propre politique agricole, ce qui risquait d'introduire des distorsions entre agriculteurs contraires à la réalisation d'un véritable marché commun agricole. Dès 1962, avec l'accord sur les céréales, des principes communs étaient dégagés qui ont donné naissance à la PAC :

⇒ Le système initial : une libre-circulation des produits (absence de droits de douane, contingents ou règlements restrictifs), l'unicité de prix, la préférence communautaire (protection aux frontières) et la solidarité financière (les dépenses de la politique commune sont prises en charge par le budget communautaire). Pour faire face à la baisse des cours mondiaux des produits agricoles, chaque année, la Commission détermine des prix indicatifs qui servent de référence au marché et guident les producteurs, et elle fixe des prix planchers, en dessous desquels le FEOGA intervient pour soutenir les cours en achetant et en stockant une partie de la production. En clair, les producteurs vendent aux cours mondiaux,

la différence entre le cours mondial et le prix de référence communautaire est versée aux producteurs ;

⇒ La réforme en 1992 : cette politique de soutien des cours a montré des effets pervers car elle entretient la surproduction puisque les prix sont garantis ! Ainsi, diverses mesures sont adoptées pour mieux contrôler les excès (quotas laitiers par exemple). Le 21/05/1992, la limitation des quantités passe désormais par une baisse des prix d'intervention (-35% pour les céréales, -15% pour la viande bovine), mais une aide compensatoire est prévue pour les agriculteurs qui acceptent la mise en jachère de certaines de leurs terres.

* *La politique de la concurrence* : le traité de Rome a fixé les règles d'une politique commune qui peut avoir de grandes conséquences en matière industrielle et commerciale. En ce qui concerne les entreprises, les articles 85 et 86 condamnent les ententes et les abus de position dominante : *sont interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations, d'entreprises et toutes pratiques concertées [...] qui ont pour objet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché commun*, notamment ceux qui consistent à fixer les prix, limiter la production et répartir les marchés entre entreprises. Toutefois, des exceptions au principe sont admises lorsque les ententes ont des aspects positifs pour les consommateurs ; *est interdit [...] le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter une position dominante sur le marché commun ou dans une partie substantielle de celui-ci*. Ces pratiques abusives peuvent consister à imposer des prix *non équitables*, *limiter la production ou le développement technique au préjudice du consommateur*, *appliquer à des partenaires commerciaux des conditions inégales*. La Commission apprécie les situations d'abus. Dans ce cadre général, un règlement relatif au contrôle des concentrations a été approuvé par le Conseil de l'Union le 21/12/1989. Les entreprises concernées qui désapprouvent la décision de la Commission peuvent former un recours devant la Cour de justice. En ce qui concerne les Etats, les articles 92 et 93 du traité de Rome mettent en œuvre un système de surveillance communautaire sur les aides publiques accordées aux entreprises. Ainsi, les aides qui pourraient fausser la concurrence entre les entreprises de l'UE sont interdites ;

✱ *Les autres politiques structurelles* : la Communauté ne dispose pas vraiment d'une véritable politique industrielle en dehors de la réglementation de la concurrence. A côté de certains échecs (énergie, électronique, informatique) de la coopération européenne, il existe pourtant des réalisations communautaires fortes, comme la politique de restructuration de la sidérurgie, la coopération dans le secteur de l'aérospatial (*Airbus, Ariane...*) ainsi que la coopération dans le domaine de la recherche (programmes ESPRIT pour la communication, RACE pour les télécommunications, BRITE pour les nouvelles technologies, EURAM pour les nouveaux matériaux, ERASMUS pour la mobilité des étudiants du supérieur...) La Communauté se préoccupe également des disparités régionales qui existent au niveau de l'espace européen par l'intermédiaire du FEDER, créé en 1975. Une politique régionale est menée depuis 1985 en faveur de la modernisation de certaines régions, notamment d'Europe du Sud :

Les fonds structurels communautaires pour 2000/2006 :

Aides	Buts	Instruments financiers
-------	------	------------------------

Trois objectifs communautaires :

Objectif (70% des aides)	Promotion du développement et ajustement structurel des régions en retard au niveau de leur développement (régions dont le PIB/habitant est inférieur à 75% de la moyenne communautaire ; pour la France : Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion)	- FEDER ; - FSE ; - FEOGA ; <i>Instrument Financier d'Orientation de la Pêche (IFOP)</i>
Objectif 2 (11.5% des aides)	Reconversion économique et sociale des régions en difficulté structurelle	- FEDER ; - FSE.
Objectif 3	Développement des ressources humaines	- FSE.

Après l'adoption des recommandations du Livre blanc sur *la croissance, la compétitivité et l'emploi* élaboré par la Commission, l'UE a décidé de mettre en œuvre une politique de grands travaux dès 1995. Cette politique doit permettre de relancer la croissance économique, par la distribution de revenus qu'elle implique (effet multiplicateur keynésien) et d'unifier, de moderniser, des réseaux d'infrastructures dans le domaine des transports, de l'énergie, des télécommunications, et de créer des autoroutes de l'information. L'adoption d'une Charte sociale par le Conseil européen de Strasbourg en 1989 vise à établir les bases d'un futur droit social communautaire. Enfin, la politique monétaire commune constitue sans aucun doute la plus grande réalisation de l'UE.

3- *Le traité de Maastricht et l'évolution de l'Union européenne*

- **Le traité de Maastricht** : les chefs d'Etat et de gouvernement ont signé le traité de Maastricht le 07/02/1992 qui entérine l'*Union Européenne* (UE) et vise à établir l'*Union Economique et Monétaire* (UEM), en renforçant la coordination des politiques économiques des Etats-membres et la convergence de leurs performances, en prévoyant la création d'une monnaie unique européenne se substituant aux différentes monnaies nationales et l'institution d'une *Banque Centrale Européenne* (BCE), au plus tard le 01/07/1999 :

Il modifie l'équilibre des institutions européennes :

- ✓ Le Parlement voit ses pouvoirs accrus et sera associé dès 1995 à la désignation des membres de la Commission ;
- ✓ La Cour des comptes, qui n'était qu'un simple organe de contrôle, devient une institution à part entière au même titre que la Cour de justice ;
- ✓ Un Comité des régions, organe consultatif, est institué.

Il aborde la construction d'une Europe politique :

- ✓ La Communauté économique est remplacée par l'Union européenne ;
- ✓ Une citoyenneté commune aux habitants de l'Union est établie ;
- ✓ Une coopération étroite dans le domaine de la justice et des affaires intérieures est organisée ;
- ✓ Une politique étrangère et de sécurité commune est envisagée.

- **L'élargissement de l'UE** : après l'entrée de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède le 01/01/1995, d'autres pays, des PECO, ont été intégrés le 01/05/2004 (Chypre, Malte, Slovénie, Hongrie, République Tchèque, République Slovaque, Pologne, Lettonie, Estonie et Lituanie), puis la Roumanie et la Bulgarie au 01/01/2007. D'autres sont actuellement en discussion pour une adhésion, au plus tôt en 2010 (Macédoine et Croatie), Turquie en 2012...

Conclusion

Dans la coopération économique internationale, les conflits sont extrêmement nombreux et la montée des mouvements alter ou antimondialistes, relayés par les *Organisations Non Gouvernementales* (ONG) obligent les dirigeants politiques et les entreprises à trouver leur place dans un nouveau paradigme socioéconomique aux rapports de force nouveaux. Dans ce contexte mouvementé, les pays tendent à se regrouper et on assiste à un renforcement des blocs régionaux, comme un renouveau d'un protectionnisme régional ?

Dans cette mouvance, l'UE apparaît comme l'intégration la plus aboutie et la plus avancée. Mais, cette augmentation du nombre d'adhérents au sein de l'UE, leur diversité sociale et économique posent le problème du fonctionnement des institutions en termes nouveaux. En effet, il devient difficile de prendre des décisions en essayant d'aboutir sur chaque question à un consensus, d'autant plus que la quasi-totalité des décisions importantes doit être prise à l'unanimité... Le refus de ratifier le projet de traité européen par des pays importants, voire fondateur comme la France, fait peser le doute sur l'avenir de l'UE, ce qui n'est pas sans risque sur la stabilité politico-économique de l'UE et de son rayonnement sur la scène mondiale...